



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 27 février 2015 (2^{ème} séance)

Délibération n° COM 2015-02-02/13

OBJET: Attribution de la prime de responsabilité aux Directeurs Généraux Adjoints de la CANGT

L'an deux mille quinze, le vingt-sept février 2015 à 19h32, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie de Port-Louis sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-deux (22)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE, Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, Mme LAUG Carroll, M. LOMBION Jean-Claude, Mme LORMEL épouse ARPIEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Sept (7)

Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane à M. BERNARD Jean-Luc
Mme ARMOUGON Betty à Mme MAMERT-LISTOIR Sabine
Mme GUILLAUME Stella à M. PORLON Pierre
Mme JASMIN Victoire à M. FRANCFORT Philipson
Mme OUJAGIR Nadia à M. M. ANZALA Jean
M. ROUX Harry à Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle
M. SIOUMANDAN Rénalt à M. MORNAL Blaise

CONSEILLERS ABSENTS : Sept (7)

Mme CARDOVILLE Roselyne, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MANETTE Sandra, Mme MEKEL Alexina, M. MITTEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz

A été élu secrétaire de séance : M. FRANCFORT Philipson

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu décret n° 88-631 du 06 mai 1988 relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu la saisine du Comité technique en date du 11 février 2015

Considérant qu'en application des dispositions du décret du 06 mai 1988 susvisé, les directeurs des établissements publics figurant sur la liste prévue au deuxième alinéa de l'article 53 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée peuvent bénéficier d'une prime de responsabilité.

Considérant que cette prime de responsabilité est payable mensuellement en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension, un taux individuel fixé dans la limite d'un taux maximum de 15 %.

Considérant que cette prime sera réduite à proportion en cas d'absence, dans les conditions prévues par le décret précité.

Le Conseil Communautaire OUI l'expose de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer la prime de responsabilité aux Directeurs Généraux Adjointes de la CANGT.

ARTICLE 2 : De verser cette prime mensuellement aux intéressés, à compter du 1^{er} mars 2015.

ARTICLE 3 : D'inscrire les crédits nécessaires à l'attribution de cette prime au budget.

ARTICLE 4 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

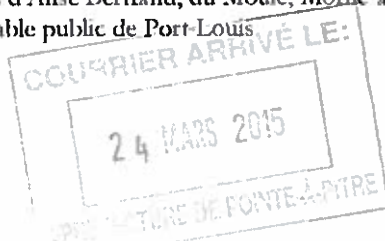
Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

 La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne à L'Eau, Petit Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.